

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU CALVADOS  
ARRONDISSEMENT DE CAEN

\*\*\*\*\*  
**COMMUNE DE OUISTREHAM**

\*\*\*\*\*  
**EXTRAIT DE LA  
SEANCE DU 24 JANVIER 2022**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille vingt-deux, le lundi 24 janvier à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 18 janvier, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

**Etaient présents :** Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sabine MIRALLES, Paul BESOMBES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, maires adjoints,

François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Béatrice PINON, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUED, Christophe GSELL, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Fabienne LHONNEUR, Martial MAUGER, Matthieu BIGOT, Amélie NAUDOT, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Sophie BÖRNER, Yves MESLÉ, François NOURRY, Emmanuel TISON, conseillers municipaux.

**Absents excusés / pouvoirs (P) :** Annick CHAPELIER (P. Mme MÜLLER DE SCHONGOR)

**Absents non excusés :**

**Secrétaire de séance :** Mme NAUDOT.

**Gestion du personnel :**

**GESTION DU PERSONNEL ET MUTUALISATION – ADHESION AU SERVICE COMMUN POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS**

DEL20220124_04	Présents : 28	Pouvoirs : 1	Abstentions :	Suffrages exprimés :29	Pour : 29	Contre :
----------------	---------------	--------------	---------------	------------------------	-----------	----------

**Annexe :** - Convention de mutualisation

**Rapporteur :** M. CHrétien – VU en C° finances du 20/01/2022

Le service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services et équipements d'un EPCI à fiscalité propre et de ses communes-membres, de mettre en commun et rationaliser les moyens afin de favoriser l'exercice des missions de ces structures contractantes.

La Communauté urbaine et des communes-membres ont souhaité que la création d'un service commun pour l'Efficacité énergétique des bâtiments publics soit étudiée.

Pour ce faire, en 2020, une réflexion sur les missions à proposer a été menée et complétée par une enquête en 2021 sur les attentes des communes en la matière.

Plus d'une trentaine de communes s'est montrée intéressée pour intégrer ce service :

● **38 réponses** au questionnaire :

- **32 communes + 2 Syndicats** (SEJ et SIVOM 3 Vallées) souhaitent adhérer au service commun,
- 4 ne souhaitent pas adhérer,
- **18 dès 2021, 15 en 2022 et 1 en 2023,**
- des communes de toutes tailles,

● Un complément d'information a été demandé pour obtenir la **liste du patrimoine bâti** :

- **24 communes + les 2 syndicats** ont répondu (données fiables)
- Un patrimoine (hors Caen) d'environ 950 bâtiments dont **300 à 350 bâtiments soumis au décret tertiaire.**

La présente délibération a pour objet de présenter la création d'un Service commun pour l'Efficacité énergétique des bâtiments publics, d'en préciser les règles de fonctionnement et de financement, selon les conditions définies ci-dessous et de proposer l'adhésion de la commune à ce service.

■ **Missions du service :**

Le service commun concerné est un service support des autres services existants dans chaque commune dans les domaines cités ci-dessous exclusivement, les autres demandes étant hors champs d'intervention.

## Les services proposés

BASE (Patrimoine bâti)	CLASSIQUE (Bâtiment)	TERTIAIRE (Bâtiment)	PPI TERTIAIRE (Stratégie globale)	OPTIONS : études (Bâtiment)
<p>Mise en œuvre d'un logiciel de suivi énergétique.</p> <p>Bilan énergétique annuel du patrimoine.</p> <p>Accès aux marchés d'études.</p> <p>Accès au groupe de travail énergie.</p> <p>Validation dossiers DSIL - CRTE (dans le cadre de la charte signée avec la Préfecture)</p>	<p>Pré-diagnostic de bâtiment.</p> <p>Optimisation des contrats de fourniture d'énergie.</p> <p>Définition d'un programme d'actions.</p> <p>AMO énergie sur projet.</p> <p>Accompagnement pour recherche de financements.</p>	<p>Suivi de l'audit énergétique.</p> <p>AMO énergie sur projet.</p> <p>Accompagnement pour recherche de financements.</p> <p>Bilan et suivi de l'efficacité des travaux (écart avec l'objectif du décret)</p> <p>Renseignement annuel de la plateforme OPERAT *</p>	<p>Identification des bâtiments soumis.</p> <p>Intégration des données dans OPERAT (historique + référence) pour l'ensemble du patrimoine soumis.</p> <p>Etat des lieux du patrimoine soumis.</p> <p>Définition d'une stratégie et d'un Programme Pluriannuel d'investissement.</p>	<p>Audit énergétique.</p> <p>Etude de substitution énergétique.</p> <p>Campagne de mesures (instrumentation de bâtiments).</p> <p>Etude photovoltaïque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour vente</li> <li>- pour autoconsommation</li> </ul>

\* Uniquement pour le bâtiment suite

### Contribution au fonctionnement du service commun

La Communauté urbaine en qualité de collectivité de rattachement du service commun, est chargée de s'acquitter de l'intégralité des dépenses afférentes au fonctionnement et à l'investissement du service commun.

La contribution au fonctionnement correspond au budget nécessaire pour exercer les missions précitées avec les agents existants à la CU dont l'emploi est dédié aux missions de ce service.

Il convient d'ajouter des frais d'encadrement et de fonctionnement divers.

Le budget annuel prévisionnel du service commun à supporter par les communes-membres du service commun a été estimé à 200 000 € à sa date de création fin 2021.

Cela donne un coût à la journée (environ 400 €) qui multiplié par le nombre de jours nécessaires pour telle ou telle prestation donne les éléments figurant dans le tableau ci-dessous :

### Le coût des services (engagement de 4 ans)

BASE	CLASSIQUE	TERTIAIRE	PPI TERTIAIRE	OPTIONS (études)
Forfaitaire en fonction du patrimoine bâti de la commune	Coût au bâtiment	Coût au bâtiment	Forfaitaire en fonction du patrimoine soumis au décret tertiaire	Coût à l'étude
1 à 25 bâtiments ↓ 1 500€ /an	800€/an par bâtiment	1 000€/an par bâtiment	Entre 1 et 5 bât. ↓ 375€ /bât	AMO Audit Hors coût étude ↓ 63€ /an par audit
26 à 50 bâtiments ↓ 3 000€ /an			Entre 6 et 10 bât. ↓ 700€ /bât	AMO substitution (Hors coût étude) ↓ 63€ /an par étude
51 à 100 bâtiments ↓ 4 500€ /an			Entre 11 et 25 bât. ↓ 1 150€ /an	Campagne de mesures ↓ 63€ /an par bâtiment
> 100 bâtiments ↓ 6 500€ /an			Plus de 25 bât. ↓ 3 000€ /an	Etude Photov. pour vente ↓ 179€ /an par étude
			1 000€/an par bâtiment	Etude Photov. pour autocons. ↓ 500€ /an par étude

L'adhésion de la commune entraîne automatiquement la souscription à la mission de base, les missions classiques, tertiaires et PPI tertiaire ne pouvant être proposées que si la mission de base a été réalisée.



L'ensemble des coûts est actualisé chaque année au taux de 1.1 % tenant compte de l'évolution du coût du personnel (Glissement vieillesse technicité) et des charges de fonctionnement.

Chaque année, la participation annuelle est portée à la connaissance des communes par la Communauté Urbaine avant émission du titre de recettes.

#### ■ Mise en œuvre et durée de la convention

Le service commun, objet de la présente délibération est constitué à titre permanent.

L'adhésion des communes se fait via une **convention cadre** définissant :

- L'objet la convention,
- Les missions du service,
- Le fonctionnement du service,
- Le coût unitaire des différentes missions.

La convention d'adhésion prend effet à compter de la date de sa signature.

Elle est complétée par une **délibération avec engagement de 4ans** précisant tous les éléments nécessaires au calcul de la cotisation :

- Nombre de bâtiments dans le patrimoine bâti,
- Nombre de bâtiments à accompagner durant cette période de 4 ans,
- Type de mission choisie
- Choix et nombre d'études optionnelles.

La convention pourra être modifiée par avenant, d'un commun accord entre les deux partenaires.

La commune ne peut se retirer du service commun qu'aux échéances des engagements de 4 ans mentionnés ci-dessus.

Aussi, afin d'améliorer l'efficacité énergétique de nos bâtiments, lu et entendu l'exposé, après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- ➡ DECIDE d'adhérer au service commun dans les conditions décrites ci-dessus ;
- ➡ APPROUVE les termes de la convention d'adhésion annexée à cette délibération ;
- ➡ AUTORISE le maire ou son représentant à signer cette convention avec la Communauté urbaine de Caen la mer ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

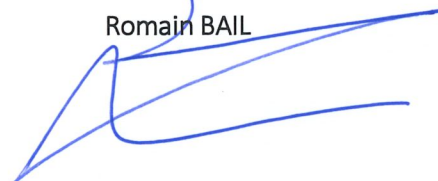
Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

**LE MAIRE**



**Romain BAIL**



Affichée le  
Certifiée exécutoire le